
Documents sauvegardés

Samedi 14 décembre 2024 à 18 h 51

1 document

Par Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

Le Monde (site web)	10 décembre 2024 « Il est urgent de redonner à l'école les moyens de retisser les liens humains qui sous-tendent la société » Cette tribune paraît dans « Le Monde de l'éducation ». Si vous êtes abonné au Monde, vous pouvez vous inscrire à cette lettre hebdomadaire en suivant ce lien. Il y a bientôt ...	3
----------------------------	--	----------

Documents sauvegardés

Le Monde

© 2024 SA Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 14 décembre 2024 à UNIVERSITE-PARIS-I-PANTHEON-SORBONNE à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news-20241210-LMF-6439340_3224

Nom de la source

Le Monde (site web)

Mardi 10 décembre 2024

Type de source

Presse • Presse Web

Le Monde (site web) • 1736

mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

« Il est urgent de redonner à l'école les moyens de retisser les liens humains qui sous-tendent la société »

Collectif

Un collectif de chercheurs, de responsables associatifs et syndicaux de l'éducation baptisé Riposte éducation – dont font partie Bernard Lahire, Philippe Meirieu et Sylvie Plane – appelle à « refonder » le système éducatif pour aller vers davantage de coopération, d'épanouissement et d'émancipation des jeunes.

la garantie de l'accès aux savoirs nécessaires pour l'ensemble des élèves afin de comprendre le monde et le transformer pour une société plus juste, à l'opposé de la réduction des enseignements aux seuls « fondamentaux » ; un apprentissage du vivre ensemble s'appuyant sur la mixité sociale et scolaire dans les classes et les établissements ; un service public d'éducation qui laisse la place au collectif, contre l'individualisation des parcours et des apprentissages ; un budget de l'éducation à hauteur des besoins, à rebours des logiques austéritaires, préservant et améliorant les dispositifs consacrés à l'éducation prioritaire ; un refinancement des mouvements d'éducation populaire et un meilleur soutien des mouvements de recherche et de formation ; un respect de la professionnalité des personnels de l'éducation, fondée sur les collectifs de travail, contre les contrôles toujours plus forts sur les pratiques professionnelles ; l'abandon des évaluations nationales standardisées obligatoires, des groupes de niveau au collège et de l'ensemble des mesures du « choc des savoirs » ; une formation repensée des personnels de l'éducation, en partant des besoins des élèves comme des agents, permettant de lutter contre tous les déterminismes ; une gouvernance éducative démocratique, respectant l'ensemble des acteurs et actrices (personnels et usagers) ; la reconstruction du métier d'enseignant et de la formation à ce métier, dans la coopération entre les professeurs et les chercheurs en éducation.

Cette tribune paraît dans « Le Monde de l'éducation ». Si vous êtes abonné au Monde, vous pouvez vous inscrire à cette lettre hebdomadaire en suivant ce lien.

Il y a bientôt un an, près d'une cinquantaine de mouvements pédagogiques, associations complémentaires de l'école, associations d'usagers et organisations syndicales, plusieurs centaines de chercheurs et personnalités de l'éducation lançaient le collectif Riposte éducation, à travers un premier appel rassem-

blant toutes celles et ceux qui ne peuvent se résigner à une école du tri social. Faisant le constat d'un service public d'éducation « qui va mal », où les inégalités scolaires se creusent, où la réussite scolaire est de plus en plus marquée par l'origine sociale et où les personnels sont à bout, où les enfants et les jeunes sont en souffrance, elles et ils appelaient à rompre avec les politiques éducatives menées depuis 2017 pour « refonder une institution éducative démocratique, humaniste, moderne ».

Un an après, nous lançons un nouvel ap-

pel dans un contexte politique instable et inquiétant, hostile à l'école publique et face à une nouvelle dégradation du système éducatif en France. Ce contexte appelle à repenser la finalité de notre système éducatif et à définir collectivement son rôle sociétal. Il est urgent de redonner à l'école et à ses personnels, aux parents, aux associations d'éducation populaire et d'éducation nouvelle, les moyens de travailler conjointement à l'épanouissement et à l'émancipation des jeunes, et de retisser les liens humains qui sous-tendent la société.

Documents sauvegardés

Aujourd'hui, le caractère ségrégatif du système scolaire risque d'être aggravé tant par les mesures du soi-disant « choc des savoirs » que par le fonctionnement d'établissements privés sous contrat revendiquant, sans contrainte de la part des pouvoirs publics, de ne pas appliquer les réformes afin de renforcer leur attractivité. Le poids du conseil scientifique de l'éducation nationale, qui s'illustre par la généralisation des évaluations nationales, ouvre la voie à une mise au pas idéologique de l'éducation nationale.

Les métiers de l'éducation n'attirent plus

Le risque est grand que la finalité de notre système éducatif revienne à trier les élèves en ne permettant qu'à une petite proportion d'élus de pouvoir choisir leur voie et poursuivre des études. La hiérarchisation des savoirs et des filières, l'orientation par l'échec dès le collège, la diminution des enseignements généraux dans les filières professionnelles ne permettront pas aux nouvelles générations une autonomie et une possibilité d'évolution ou de mobilité professionnelle.

La crise de recrutement d'enseignants démontre à quel point les métiers de l'éducation n'attirent plus. Comparés à ceux des autres pays européens, les enseignants en France travaillent plus pour un salaire inférieur, avec des classes plus chargées. Le projet de réforme de la formation initiale doit se traduire par un haut niveau de qualification universitaire et professionnel nécessaire à la réduction des inégalités d'apprentissage.

Les métiers de l'éducation sont de plus en plus sous contrôle avec notamment la généralisation des évaluations na-

tionales et l'imposition des « bonnes pratiques » pédagogiques. Loin du respect nécessaire aux personnels, on assiste à un management de plus en plus vertical et autoritaire renforçant la souffrance au travail. La contribution des mouvements d'éducation populaire et d'éducation nouvelle à la formation des jeunes est entravée par une diminution dramatique de leurs financements.

Avec le projet de loi de finances initialement prévu avant la motion de censure contre le gouvernement Barnier, une nouvelle ligne rouge est franchie : au moment où l'école va mal, la seule réponse du gouvernement est de fermer des postes dans le public et donc de maintenir l'illusion qu'on peut faire mieux avec moins. Avec les 4 000 suppressions d'emplois d'enseignants qui étaient jusqu'alors envisagées, nous faisons face à des choix dévastateurs pour l'avenir des enfants.

Rendre enfin le système inclusif

Les baisses de financement des associations d'éducation populaires pénalisent les familles les plus modestes, restreignant en particulier l'accès de leurs enfants aux activités culturelles et sportives. La baisse de la démographie scolaire aurait pourtant pu être l'occasion d'améliorer notre système éducatif en poursuivant un investissement soutenable pour notre pays, en le rendant enfin véritablement inclusif dans de bonnes conditions pour les personnels, les élèves et les familles.

Sacrifier l'éducation ne peut pas être une option, tant elle est essentielle à la formation de citoyens éclairés à même de répondre aux enjeux écologiques, démocratiques et sociaux d'aujourd'hui et demain. Pour que l'école et l'éducation

populaire contribuent de nouveau à une société plus égalitaire, une rupture avec les politiques menées actuellement est plus que jamais indispensable.

En voici quelques premières pistes :

la garantie de l'accès aux savoirs nécessaires pour l'ensemble des élèves afin de comprendre le monde et le transformer pour une société plus juste, à l'opposé de la réduction des enseignements aux seuls « fondamentaux » ; un apprentissage du vivre ensemble s'appuyant sur la mixité sociale et scolaire dans les classes et les établissements ; un service public d'éducation qui laisse la place au collectif, contre l'individualisation des parcours et des apprentissages ; un budget de l'éducation à hauteur des besoins, à rebours des logiques austéritaires, préservant et améliorant les dispositifs consacrés à l'éducation prioritaire ; un refinancement des mouvements d'éducation populaire et un meilleur soutien des mouvements de recherche et de formation ; un respect de la professionnalité des personnels de l'éducation, fondée sur les collectifs de travail, contre les contrôles toujours plus forts sur les pratiques professionnelles ; l'abandon des évaluations nationales standardisées obligatoires, des groupes de niveau au collège et de l'ensemble des mesures du « choc des savoirs » ; une formation repensée des personnels de l'éducation, en partant des besoins des élèves comme des agents, permettant de lutter contre tous les déterminismes ; une gouvernance éducative démocratique, respectant l'ensemble des acteurs et actrices (personnels et usagers) ; la reconstruction du métier d'enseignant et de la formation à ce métier, dans la coopération entre les professeurs et les chercheurs en éducation.

Documents sauvegardés

Ces mesures d'urgence sont un premier pas pour rompre avec un service public d'éducation ségrégué, exacerbant le tri social. Nous poursuivons collectivement le grand mouvement d'élaboration d'alternatives pour l'école, lancé en décembre 2023 et visant à une grande réforme pour refonder une institution éducative démocratique, humaniste, moderne. Nous appelons à un grand débat en septembre 2025 autour des finalités et du rôle sociétal de notre système éducatif, pour traiter de front et dans leurs relations les multiples enjeux du monde de plus en plus complexe dans lequel nous sommes entrés.

Dominique Bucheton, professeure honoraire en sciences de l'éducation et de la formation, didacticienne du français ; Edwige Chirouter, professeure des universités en philosophie et sciences de l'éducation ; Bernard Lahire, sociologue, directeur de recherche au CNRS ; Claude Lelièvre, historien ; Brigitte Louichon, professeure émérite de langue et littérature françaises ; Philippe Meirieu, chercheur en sciences de l'éducation ; Denis Paget, membre du Conseil supérieur des programmes de 2013 à 2018 ; Sylvie Plane, professeure émérite de sciences du langage, vice-présidente du Conseil supérieur des programmes de 2013 à 2017 ; Yves Reuter, chercheur en sciences de l'éducation ; Jean-Yves Rochex, professeur émérite de sciences de l'éducation.

Retrouvez la liste complète des signataires ici.

Cet article est paru dans Le Monde (site web)

<https://www.lemonde.fr/societe/article/2024/12/10/il-est-urgent-de-redonner-a-l-ecole-les-moyens-de-retisser-les-lien>

s-humains-qui-sous-tendent-la-societe_6439340_3224.html

Note(s) :

la garantie de l'accès aux savoirs nécessaires pour l'ensemble des élèves afin de comprendre le monde et le transformer pour une société plus juste, à l'opposé de la réduction des enseignements aux seuls « fondamentaux » ; un apprentissage du vivre ensemble s'appuyant sur la mixité sociale et scolaire dans les classes et les établissements ; un service public d'éducation qui laisse la place au collectif, contre l'individualisation des parcours et des apprentissages ; un budget de l'éducation à hauteur des besoins, à rebours des logiques austéritaires, préservant et améliorant les dispositifs consacrés à l'éducation prioritaire ; un refinancement des mouvements d'éducation populaire et un meilleur soutien des mouvements de recherche et de formation ; un respect de la professionnalité des personnels de l'éducation, fondée sur les collectifs de travail, contre les contrôles toujours plus forts sur les pratiques professionnelles ; l'abandon des évaluations nationales standardisées obligatoires, des groupes de niveau au collège et de l'ensemble des mesures du « choc des savoirs » ; une formation repensée des personnels de l'éducation, en partant des besoins des élèves comme des agents, permettant de lutter contre tous les déterminismes ; une gouvernance éducative démocratique, respectant l'ensemble des acteurs et actrices (personnels et usagers) ; la reconstruction du métier d'enseignant et de la formation à ce métier, dans la coopération entre les professeurs et les chercheurs en éducation.